

**PLAN D'ÉVALUATION  
DU PROGRAMME OPERATIONNEL  
FEDER REUNION CONSEIL REGIONAL 2014-2020  
(CCI : 2014FR16RFOP007)**

Adopté au Comité national de suivi du 07 octobre 2015

## SOMMAIRE

<b>1. Objectifs du plan d'évaluation .....</b>	<b>3</b>
<b>2. Gouvernance et implication des partenaires .....</b>	<b>3</b>
<b>3. Mission évaluation .....</b>	<b>6</b>
<b>4. Programme de formation.....</b>	<b>6</b>
<b>5. Diffusion et Communication des évaluations .....</b>	<b>7</b>
<b>6. Budget Global pour la mise en œuvre du Plan .....</b>	<b>7</b>
<b>7. Stratégie visant à assurer la qualité du cycle des évaluations.....</b>	<b>7</b>
7.1 Gestion des données.....	7
7.1.1 Système de collecte de données .....	7
7.1.2 Collecte des données : les types d'indicateurs.....	8
7.2 Le contenu d'un rapport d'évaluation .....	8
7.3 Appréciation de la qualité des travaux d'évaluation.....	9
<b>8. Calendrier global des évaluations (à titre indicatif).....</b>	<b>9</b>
8.1 Activités d'évaluation réglementaires.....	9
8.2 Activités d'évaluation complémentaires.....	9
<b>ANNEXE 1 - Fondements règlementaires communautaires .....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 2 - Critères de jugement des travaux d'évaluation.....</b>	<b>22</b>

*Ce plan d'évaluation a été soumis au Comité Régional d'Evaluation des fonds européens à la Réunion le 16 septembre 2015 puis, conformément aux dispositions du règlement cadre (article 114.1), au Comité National de Suivi le 07 octobre 2015.*

*Suivant les recommandations de la Commission européenne, il est rendu public dès son adoption par le Comité National de Suivi.*

## 1. Objectifs du plan d'évaluation

La nouvelle période de programmation 2014-2020 est orientée vers une recherche de la performance dans l'utilisation des FESI. Aussi, la réussite des programmes 2014-2020 sera directement analysée sur les réalisations et résultats obtenus. Dans ce cadre, l'évaluation et plus particulièrement les évaluations d'impact représentent une part fondamentale du cycle de programmation. Cette importance se matérialise à travers l'obligation réglementaire de concevoir un plan d'évaluation (Art 56 et 114 du règlement cadre).

Ce plan d'évaluation vise principalement à renforcer la contribution des évaluations à l'efficacité des programmes.

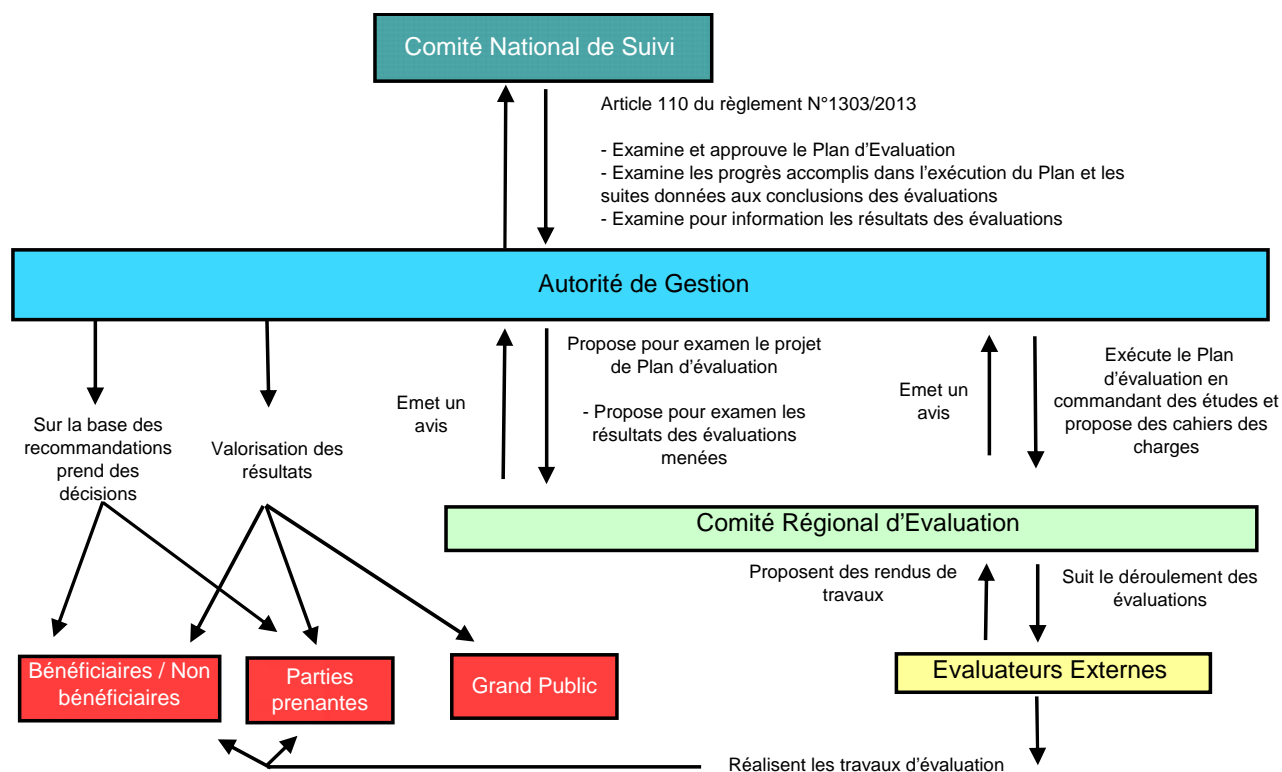
Ce plan vise également à permettre de démontrer l'impact de la politique mise en œuvre.

Des évaluations concernant la période 2007-2013 sont prévues dans ce plan.

Les fondements réglementaires sont reportés en **annexe 1** de ce document

## 2. Gouvernance et implication des partenaires

### Schéma de gouvernance



Afin de pouvoir mener ces activités d'évaluation, il est nécessaire d'identifier les différents acteurs et les instances de gouvernance de l'évaluation, leurs responsabilités, ainsi que les modalités de coordination entre leurs différentes tâches.

Le dispositif régional d'évaluation s'appuiera sur :

- une instance décisionnelle concernant le plan d'évaluation, le **Comité National de suivi des fonds Européens à la Réunion**,
- une instance consultative et de débat : le **Comité Régional d'Evaluation**,
- des instances techniques : les **Comités de pilotage des études**,
- les **évaluateurs externes**,
- les bénéficiaires du programme
- le dispositif mis en place par l'**Autorité de gestion** qui inclut des chargés de missions suivi-évaluation pour mettre en œuvre cette démarche et accompagner les acteurs impliqués.

**Le Comité National de suivi des fonds Européens** (compte tenu de l'article 110 du règlement UE N°1303/2013)

- examine et approuve le programme d'évaluation au plus tard un an après l'adoption du programme opérationnel
- examine en particulier les progrès accomplis dans l'exécution du plan d'évaluation et les suites données aux conclusions des évaluations;
- examine pour information toutes les évaluations concernant les fonds européens à la Réunion
- examine pour information les résultats des évaluations menées par la Commission Européenne

### **Le Comité Régional d'Evaluation**

Le Comité Régional d'Evaluation dans sa configuration plénière se réunit en règle générale au moins une fois par an et plus souvent si nécessaire, de manière idéale trois semaines avant le Comité National de Suivi. Il a pour attribution :

- d'examiner le plan d'évaluation à soumettre au comité de suivi ;
- d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du plan d'évaluation et les suites données aux conclusions des évaluations menées à soumettre au Comité de Suivi ;
- d'examiner et d'émettre des commentaires sur les résultats de toutes les évaluations concernant les programmes européens à la Réunion qui seront soumis au comité de suivi.

**La composition du Comité Régional d'Evaluation est celle qui est retenue dans le programme opérationnel FEDER, à savoir :**

*"Une co-présidence par la Préfecture, La Région et le Département. Ce comité associe les membres de plein droit du comité de suivi et des représentants des services instructeurs, d'un représentant de l'INSEE et autres organismes producteurs de données ainsi que de personnes qualifiées en matière d'évaluation en tant que de besoin."*

Les membres du Comité seront convoqués en général trois semaines avant la réunion, et disposeront des documents de travail au plus tard deux semaines en amont par un envoi e-mail et un lien pour téléchargement vers le site internet <http://www.reunioneurope.org/>.

## **Des Comités de pilotage des études**

Pour chaque étude d'évaluation menée sur un programme européen à la Réunion, il sera institué un Comité de Pilotage de l'étude composé de membres du Comité Régional d'Evaluation.

Ces Comités de pilotage auront pour attribution :

- d'examiner les cahiers des charges des évaluations
- de suivre le déroulement des évaluations et d'émettre un avis aux rendus des différentes étapes

Ces comités de pilotage se réuniront de préférence physiquement avec les évaluateurs au lancement et au moment de la rédaction finale des rapports. Pour la validation des étapes intermédiaires, des visioconférences peuvent se tenir.

## **Les évaluateurs externes**

Les évaluateurs sont des prestataires indépendants de l'Autorité de gestion. Leur fonction première est d'apporter et de formuler un constat à partir d'une analyse rigoureuse et argumentée notamment sur l'efficacité et l'efficience du programme ainsi que des préconisations pour aider l'autorité de gestion à améliorer la mise en œuvre du programme. Ils présentent les résultats au comité de pilotage de l'étude et au comité de suivi.

Ils devront être indépendants au regard des intérêts locaux, nationaux et communautaires.

**Les bénéficiaires du programme** (ainsi que les non bénéficiaires) pourront être sollicités ponctuellement pour fournir des informations qualitatives ou quantitatives selon les besoins des évaluations.

## **Autorité de gestion**

L'Autorité de gestion présente au Comité de suivi un plan d'évaluation et propose des ajustements éventuels à chaque comité de suivi.

Elle veille aux bonnes conditions de déroulement des évaluations et rend compte de l'exécution du plan d'évaluation.

D'un point de vue opérationnel, elle veille à la synergie avec les autres démarches d'évaluation engagées par les autorités de gestion.

L'Autorité de gestion met en place les ressources humaines (chargés de suivi et d'évaluation notamment) et financières nécessaires à la réalisation du plan d'évaluation. Ils apporteront l'appui technique utile aux démarches de suivi et d'évaluation (guide indicateurs, appui méthodologique, formations, etc).

Les chargés de suivi et d'évaluation, prennent en charge la mise en œuvre des travaux d'évaluation : coordination de la procédure de sélection du prestataire externe, suivi de l'évaluation, réunion des comités de pilotage, transmission des données, facilitateur auprès des partenaires.

## **Implication des partenaires**

L'implication des partenaires au sens de l'article 5 du règlement interfond se fait au moyen des réunions du Comité Régional d'Evaluation et du Comité National de Suivi, mais aussi par la réalisation des études d'évaluations où les parties prenantes sont interrogées.

### **3. Mission évaluation**

L'Autorité de gestion a confié à l'AGILE les activités de suivi et d'évaluation du FEDER. Ainsi, les personnes chargées de ces activités sont indépendants des services assurant la mise en œuvre du programme.

#### **Ses missions principales sont :**

- Préparer et assurer la mise en œuvre du plan d'évaluation 2014-2020, en lien avec les services concernés (Préparation et suivi des évaluations thématiques ou intermédiaires confiées à des prestataires (élaboration des projets de cahiers des charges, suivi de la mise en œuvre, préparation des étapes de validation,...))
- Animation du Comité Régional d'Evaluation
- Maintenance, exploitation et vérification de la cohérence et de la fiabilité des indicateurs des programmes, collectés conformément à la méthodologie annexée au programme, en lien avec les services instructeurs et les organismes fournisseurs de données
- Représentation de l'autorité de gestion et coordination des rapports annuels d'avancement et les rapports du Comité National de Suivi dans les parties concernant les indicateurs et les évaluations.
- Animation d'un réseau local de référents en évaluation, suivi et analyse des évolutions réglementaires et méthodologiques pour diffusion des éléments opérationnels.
- Participation au réseau des chargés de missions évaluation du CGET, et application de la charte nationale de l'évaluation (de la Société Française de l'Evaluation).

### **4. Programme de formation**

#### **2015 -2016**

Au démarrage de la mise en œuvre du programme, les services instructeurs ont besoin d'être formés pour la collecte des données relatives aux indicateurs prévus dans la logique d'intervention.

A cet effet, des réunions de travail sont organisées par la mission évaluation, autant que de besoin, auprès des services instructeurs afin de s'approprier la logique d'intervention du programme opérationnel et de fiabiliser la collecte des données.

Le cas échéant, la mission évaluation proposera des formations plus spécifiques sur les généralités de la discipline de l'évaluation pour développer la culture de l'évaluation auprès des services, à destination des services instructeurs, des directions opérationnelles, et aussi des membres du Comité Régional d'Evaluation.

#### **A partir de 2017**

Dans la perspective des rapports d'avancements améliorés, des formations sur l'importance du suivi des indicateurs et des évaluation d'impact seront proposés à destination des services instructeurs, des directions opérationnelles, et aussi des membres du Comité Régional d'Evaluation.

Enfin, la participation au réseau national du CGET sur le suivi évaluation performance des programmes permettra d'être tenu informé des éventuelles formations qui pourront être dispensées dans le cadre du programme Europact.

## 5. Diffusion et Communication des évaluations

Les résultats des évaluations seront présentés en Comité de suivi et feront l'objet d'un débat notamment sur les suites à donner aux recommandations après avoir été débattus auprès du Comité Régional d'Evaluation.

En plus des informations communiquées sur le site internet de l'autorité de Gestion, une section spécifique sur le Comité Régional d'Evaluation (CRE) et les ressources en évaluation sera créée sur le site <http://www.reunioneurope.org/> sur lequel sera mise en ligne :

- la liste des membres du CRE,
- le plan d'évaluation,
- le planning annuel de réunion du CRE,
- les évaluations terminées avec leur synthèses

La mise à jour de cette section fera l'objet d'une information mail voire d'une lettre d'information auprès des acteurs du programme, à savoir :

- les autorités de gestion des programmes européens à la Réunion dont les agents responsables de la mise en œuvre des programmes ;
- les autorités nationales ;
- la Commission Européenne ;

## 6. Budget Global pour la mise en œuvre du Plan

Un chargé de suivi et d'évaluation est situé au sein du pôle suivi- évaluation à l'AGILE. De ce fait, il est indépendant fonctionnellement de la mise en œuvre du programme

Catégorie de dépenses	Coût
Un Chargé de mission Evaluation (1ETP)	70 000 € * 7 = 490 000 €
Evaluations et Etudes	780 000 € Dont 663 000 € de FEDER

Le coût des évaluations et des études est indicatif, l'autorité de gestion se réserve le droit de regrouper les blocs d'évaluations, dans le souci d'efficacité de la commande publique. Ainsi, le montant des évaluations proposées ci-dessus est un montant maximal, à ce stade.

## 7. Stratégie visant à assurer la qualité du cycle des évaluations

### **7.1 Gestion des données**

#### **7.1.1 Système de collecte de données**

Les données sont renseignées par les services instructeurs en charge des dossiers sur la base d'informations demandées aux bénéficiaires lors de la constitution des dossiers de demande de subvention pour les estimations prévisionnelles et lors du solde de la subvention pour les réalisations effectives. D'autres données seront collectées auprès des organismes producteurs de données conformément au guide méthodologique de définition des indicateurs annexé au programme opérationnel.

L'AGILE assure la cohérence des indicateurs au regard de la logique d'intervention et de la méthodologie annexée au programme. L'autorité de gestion, dans le cadre des contrôles qualité gestion, contrôlera la qualité des indicateurs.

Les informations essentielles sur la mise en œuvre du programme, sur chaque opération sélectionnée en vue d'un financement, ainsi que sur les opérations menées à bien, nécessaires aux fins du suivi et de l'évaluation, et notamment les principales informations sur chaque bénéficiaire et projet, seront enregistrées et conservées sur support électronique.

### 7.1.2 Collecte des données : les types d'indicateurs

Type de donnée	Service responsable	Mode de collecte	Régularité
Indicateurs de réalisation	Autorité de Gestion (service instructeur)	Par le Service Instructeur (SI) dès l'instruction et formalisé dans le conventionnement avec le bénéficiaire	En continu
Indicateurs de résultats	Autorité de Gestion (Service Instructeur + AGILE)	A partir des données de réalisation et des données de contexte conformément au guide méthodologique annexé au programme	Annuelle
Indicateurs liés aux instruments d'ingénierie financière	Autorité de Gestion (service instructeur)	Par le Service Instructeur (SI) dès l'instruction et formalisé dans le conventionnement avec le bénéficiaire	En continu
Indicateurs liés au suivi de la S3	Autorité de Gestion (service instructeur)	A partir des données des organismes producteurs de données	Annuelle
Indicateurs liés au suivi de l'évaluation environnementale	Autorité de Gestion (service instructeur)	Par le Service Instructeur (SI) dès l'instruction et formalisé dans le conventionnement avec le bénéficiaire	Annuelle et en continu

### 7.2 Le contenu d'un rapport d'évaluation

Chaque rapport d'évaluation comprendra:

- un aperçu des objectifs et des résultats attendus
- les détails des méthodes et les données utilisées
- les leçons apprises pour le programme ou pour l'intervention concernée
- les conclusions et les recommandations opérationnelles
- les termes de référence de l'évaluation (et de préférence le coût)
- une synthèse rédigée d'une dizaine de pages maximum
- un résumé en français d'une page maximum
- un résumé en anglais d'une page maximum

Ces rapports seront transmis à la Commission via SFC, avec le cahier des charges et le budget.



### **7.3 Appréciation de la qualité des travaux d'évaluation**

Par ailleurs chaque étude d'évaluation réalisée fera l'objet d'une appréciation de sa qualité.

Cette appréciation se base sur les neuf critères et cinq jugements qualitatifs : excellent, très bon, bon, faible, et inacceptable. Les neuf critères d'appréciations et leurs critères de jugement spécifiques sont détaillés en annexe 2.

Cette appréciation sera effectuée par un comité d'expert ou similaire issu des membres du Comité Régional d'Evaluation, intégrant l'Autorité de Gestion et veillant à éviter les conflits d'intérêts.

## **8. Calendrier global des évaluations (à titre indicatif)**

### **8.1 Activités d'évaluation réglementaires**

Comme présenté précédemment, les activités de suivi et d'évaluation couvrent les travaux prévus sur le plan réglementaire incluant l'évaluation ex-ante (2014), les rapports annuels de mise en œuvre, les rapports améliorés en 2017 et 2019 et l'évaluation ex-post en 2024.

### **8.2 Activités d'évaluation complémentaires**

Ces travaux constituent une base obligatoire à laquelle pourraient être ajoutées d'autres évaluations dont l'objectif serait d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre du FEDER.

Les sujets d'évaluations figurant dans les tableaux suivants le sont à titre indicatifs, tant dans les regroupements que dans la temporalité proposée.

Par souci d'efficacité de la commande publique, l'autorité de gestion se réserve le droit de regrouper les blocs d'évaluations.

Notamment, les évaluations de l'Axe 3 relatif aux entreprises et de l'Axe 8 relatif aux surcoûts seront regroupés au sein du même marché dans la mesure où initialement, lors de la préparation des programmes, les interventions figurant aux surcoûts faisaient partie de la stratégie d'intervention de l'Axe 3.

- **Evaluations, et études stratégiques disponibles (non exhaustif)**

Les études d'évaluations qui seront menées auront pour référentiels documentaires, déjà constitués, les documents d'orientations stratégiques, études et évaluations suivantes :

- Schéma d'aménagement Régional (SAR)
- Schéma Régional des Infrastructures et des Transports (SRIT)
- Schéma Régional d'Orientation des soins (SROS)
- Schéma Régional de Développement Economique (SRDE)
- Plan régional internationalisation des entreprises (PRIE)
- Plan Régional des Energies Renouvelables et d'Utilisation Rationnelle de l'Energie (PRERURE)
- Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA)

- Schéma Départemental d'Aménagement et de Développement Durable (SDADD)
- Stratégie Régionale d'Innovation et la S3
- Diagnostic stratégique national des régions ultrapériphériques de l'accord de partenariat relatif aux programmes européens 2014-2020 (Technopolis, Amnyos, Oreade Brèche, Mai 2013)
- Diagnostic stratégique territorial de la Réunion (Ecs, février 2013)
- Evaluation finale de LEADER (Pluricité, Mai 2015)
- Evaluation Ex Ante du FEDER (Ernst&Young, décembre 2014)
- Evaluation Environnementale du FEDER (Cyathea, décembre 2014)
- **Evaluations de la période 2007-2013**

La première évaluation proposée est l'évaluation des mesures "en tournants stratégiques" des programmes européens 2007-2013.

Financée sur les crédits de l'assistance technique 2007-2013, elle se réalise entre les mois de septembre et de novembre 2015.

En effet, la stratégie intégrée plurifonds 2007-2013 prévoyait :

- des interventions relevant de la continuité stratégique (tendances permanentes de la société et de l'économie réunionnaise)
- et des interventions relevant de tournants stratégiques (en rupture avec le modèle économique et sociétal existant)

Le suivi de la stratégie intégrée plurifonds 2007-2013 selon cette distinction a été sollicitée par la Commission dès le Comité National de Suivi d'octobre 2008.

Les résultats de cette évaluation seront versés au référentiel documentaire des futures évaluations d'impacts.

La deuxième évaluation porte sur une évaluation des actions d'information et de publicité au regard de la visibilité et de la notoriété des programmes opérationnels. Financée sur les crédits de l'assistance technique 2007-2013, elle se réalise entre les mois de septembre et de novembre 2015.

- **Evaluation de l'efficacité des interventions 2014-2020**

Les tableaux qui suivent détaillent les questions évaluatives liées à l'efficacité du programme au regard des changements attendus.

- **Evaluation de l'efficience des interventions 2014-2020**

L'efficience des interventions sera traitée de façon systématique dans les blocs évaluations qui seront commandées par la question évaluative type suivante : *Les objectifs ont-ils été atteints au moindre coût et pourrait-on obtenir plus d'effets à moindre coût ? Plus d'effets au même coût ?*

- **Evaluation de l'impact des interventions 2014-2020**

S'agissant de l'évaluation de l'impact de la mise en œuvre des programmes conformément à l'article 54 du règlement interfond (Cf Annexe), des travaux d'expertise méthodologique seront menés à l'horizon 2018, dont les objectifs seront :

- d'étudier la faisabilité des évaluations d'impact au regard du contexte macro éco (PIB, chômage...) et de la réalisation des objectifs de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive.
- d'identifier les besoins de données spécifiques aux évaluations d'impact
- et de préciser les méthodologies appropriées
- Cette étude permettra ainsi d'améliorer le Plan d'évaluation sur tous les aspects de méthodologie et de collecte de données.

Thème	Axe / Objectif Spécifique	Principaux changements attendus	Indicateurs	Principales questions évaluatives à titre indicatif	Méthodes, approches mobilisées (non exhaustives)	Données prévisionnelles requises	Date prévue	Durée prévue	Coût prévisionnel	
Evaluation des mesures en tournants stratégiques des programmes européens 2007-2013 de l'île de la Réunion Etude Plurifonds FEDER FSE FEDER COOPE FEADER		Augmentation du niveau de qualification général	Evolution du niveau de la qualification des réunionnais sur la période (qualitatifs) Perception des acteurs sur la contribution des mesures à l'évolution observée / identification de facteurs externes	Dans quelle mesure les interventions cofinancées par les fonds européens, relevant des tournants stratégiques de l'Axe 1 "Valoriser le potentiel humain" visant l'augmentation de la qualification ont-elles augmenté le niveau de qualification général ?		Données financières du Système d'information				
		Développement des secteurs stratégiques (Tourisme, TIC, Agro nutrition)	Evolution du CA des 3 secteurs (qualitatifs) Perception des acteurs sur la contribution des mesures à l'évolution observée / identification de facteurs externes	Dans quelle mesure les interventions cofinancées par les fonds européens, relevant des tournants stratégiques de l'Axe 2 "Développer l'économie réunionnaise dans l'environnement international" ont-elles développées les secteurs stratégiques (Tourisme, TIC, Agronutrition) ?						
		Développement des infrastructures d'échanges au service d'une économie d'ouverture sur l'Océan Indien	inventaire des infrastructures développées (qualitatifs) Perception du monde économique sur la pertinence des infrastructures Perception des acteurs sur la contribution des mesures à l'évolution observée / identification de facteurs externes	Dans quelle mesure les interventions cofinancées par les fonds européens, relevant des tournants stratégiques de l'Axe 2 "Développer l'économie réunionnaise dans l'environnement international" ont-elles mis les infrastructures d'échange au service d'une économie d'ouverture sur l'Océan Indien ?	- Analyse des données du système d'information, des indicateurs - Analyse des données des organismes producteurs de données entrant dans le champs de la question évaluative		Données des indicateurs de suivis et d'autres organismes producteurs de données (INSEE, IEDOM, Ministère de la Recherche)	second semestre 2015	3 mois	< 100 000 € sur AT 2007-2013
		Ouvrir les entreprises à l'international	Evolution des échanges commerciaux de la Réunion sur la période (qualitatifs) Perception des acteurs sur la contribution des mesures à l'évolution observée / identification de facteurs externes	Dans quelle mesure les interventions cofinancées par les fonds européens, relevant des tournants stratégiques de l'Axe 2 "Développer l'économie réunionnaise dans l'environnement international" ont-elles permis d'ouvrir les entreprises à l'international ?	- Entretiens avec les autorités de gestion, les services instructeurs et les principaux bénéficiaires contribuant aux réalisations étudiées					
		Structuration et modernisation de l'armature urbaine de l'île	inventaire des développements urbains (qualitatifs) Perception du monde économique sur la pertinence des infrastructures Perception des acteurs sur la contribution des mesures à l'évolution observée / identification de facteurs externes	Dans quelle mesure les interventions cofinancées par les fonds européens, relevant des tournants stratégiques de l'Axe 3 "Organiser le territoire réunionnais sur de nouveaux paramètres de performance" ont-elles permis de structurer et de moderniser l'armature urbaine de l'île ?	- Enquêtes - Ateliers de travail					
		Considérer l'environnement, l'eau et l'énergie comme paramètres majeurs d'un nouvel aménagement	Identification des critères de développement durable mis en œuvre en préalable d'un nouvel aménagement (qualitatifs) Perception des acteurs sur la contribution des mesures à l'évolution observée / identification de facteurs externes	Dans quelle mesure les interventions cofinancées par les fonds européens, relevant des tournants stratégiques de l'Axe 3 "Organiser le territoire réunionnais sur de nouveaux paramètres de performance" ont-elles permis de considérer l'environnement, l'eau et l'énergie comme paramètres majeurs d'un nouvel aménagement ?						
		Pistes d'améliorations envisageables et leurs modalités		Quelles sont les pistes d'améliorations envisageables et quelles peuvent en être les modalités						
Evaluation des résultats des actions d'information et de publicité au regard de la visibilité et de la notoriété des programmes opérationnels		Accroissement de la visibilité et de la notoriété des programmes européens		Dans quelle mesure les actions du plan de communication ont atteint les publics cibles (grand public, partenaires et relais, bénéficiaires) au regard de la visibilité, de la notoriété, et de la transparence des actions de l'union européenne.		Stratégie de Communication Plurifonds Statistiques du site Internet <a href="http://www.reunioneurope.org">www.reunioneurope.org</a> Enquêtes de notoriété menées au niveau national Données financières Fiches actions de communication + tableau de bord des réalisations	second semestre 2015	2 mois	< 60 000 € sur AT 2007-2013	
				Dans quelle mesure peut-on noter une relation de cause à effet entre les différents maillons de la stratégie de communication réunionnais ? (logique d'action)	- Etude documentaire - Entretiens - Enquête téléphonique le cas échéant - Groupe de travail					
				Dans quelle mesure la gouvernance de la politique de communication favorise-t-elle sa mise en œuvre ? (logique d'acteurs)						
				Dans quelle mesure les publics cibles sont-ils bien informés des différentes modalités de soutien ? Ont-ils une idée de l'avancement du programme ? (transparence)						
				Dans quelle mesure l'intervention de l'UE est-elle connue du grand public ? ? (notoriété)						
			Quels sont les impacts et effets non recherchés de la mise en œuvre du plan de communication ?							
Evaluation a mi parcours de la mise en œuvre du programme FEDER 2014-2020	Tous			Dans quelle mesure le niveau et le rythme des réalisations des indicateurs de performance sont ils adaptés pour atteindre les valeurs attendues au 31 décembre 2018 ?	- Analyse des données du système d'information et des indicateurs	Données financières du Système d'information	premier semestre 2017	4-5 mois	< 90 000 €	
				Quels facteurs ont éventuellement favorisé ou freiné l'atteinte des réalisations observées ?	- Entretiens avec les autorités de gestion, les services instructeurs et les principaux bénéficiaires contribuant aux réalisations	Tableau de suivi des indicateurs de réalisation				
Evaluations à mi parcours thématiques	Tous			à déterminer en fonction de l'avancement de la programmation	à déterminer en fonction de l'avancement de la programmation	Données financières du Système d'information Tableau de suivi des indicateurs de réalisation	second semestre 2017	*4-5 mois	< 90 000 €	

Thème	Axe / Objectif Spécifique	Principaux changements attendus	Indicateurs de résultats spécifiques au programme	Principales questions évaluatives	Méthodes, approches mobilisées (non exhaustives)	Données prévisionnelles requises	Date prévue	Durée prévue de l'étude	Coût prévisionnel
Evaluation de la contribution du programme FEDER au renforcement de la recherche, du développement technologique et de l'innovation à la Réunion	Axe 1, OS 01 et 02	Augmenter le nombre de docteurs et post docs dans les laboratoires de recherche et les entreprises, par la mutualisation des infrastructures de recherche dans les priorités de la S3	IR01 "Nombre de docteurs et post doc dans les priorités de la S3"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter l'activité de RDI en augmentant notamment les capacités humaines ?	- Analyse des données du système d'information et des indicateurs	Données financières du Système d'information Tableau de suivi des indicateurs de réalisation	deuxième semestre 2019	4-5 mois	< 90 000 €
		Augmentation des activités de recherche et d'innovation des entreprises dans les secteurs de la S3/ développement des produits innovants pour conquérir des nouveaux marchés dans les spécialités de la S3 / augmentation du nombre de projets collaboratifs	IR02 "Nombre de nouveaux services et nouveaux produits des entreprises"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter l'offre des entreprises sur les marchés locaux et extérieurs dans les domaines de la RIS3 ?  Quels facteurs ont éventuellement favorisé ou freiné l'atteinte des résultats observés ?	- Enquêtes pour déterminer les nouveaux produits et services, leur destination et leur pérennité-potentiel de développement sur les marchés  - Ateliers de travail	Données des indicateurs de suivis de la S3, d'autres organismes producteurs de données (INSEE, IEDOM, Ministère de la Recherche)  Enquête recensant les nouveaux produits et			
Evaluation de la contribution du programme FEDER à l'accès aux technologies de l'information et de la communication à la Réunion	Axe 2 OS 03 et 04	Rendre le THD accessible au plus grand nombre d'habitants et d'entreprises	IR03 "Part de foyer/entreprises couverts par le THD"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à rendre le THD accessible au plus grand nombre d'habitants et d'entreprises ?	- Analyse des données du système d'information et des indicateurs	Données financières du Système d'information	Premier semestre 2020	2-3 mois	< 50 000 €
		Augmentation du nombre de patients pris en charge dans le cadre de la télémédecine	IR04b "Nombre de patients pris en charge dans le cadre de la télémédecine"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter le nombre de patients pris en charge dans le cadre de la télémédecine ?	- Entretiens avec les autorités de gestion, les services instructeurs et les principaux bénéficiaires	Tableau de suivi des indicateurs de réalisation			
		Augmentation du nombre de services administratifs en ligne (e-administration)	IR04 "part des internautes effectuant des démarches administratives en ligne"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter le nombre de services administratifs en ligne ?	- Enquêtes pour déterminer le nombre de services administratifs en ligne, le nombre de patients pris en charge par de la télémédecine, le nombre de données publiques mis en ligne	Données des indicateurs de suivis de la S3 et d'autres organismes producteurs de données (INSEE, IEDOM, Ministère de la Recherche)			
		Augmentation du nombre de données publiques mises en ligne		Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter le nombre de données publiques mises en ligne ?  Quels facteurs ont éventuellement favorisé ou freiné l'atteinte des résultats observés ?					
Evaluation de la contribution du programme FEDER au renforcement de la compétitivité des entreprises	Axe 3 OS 05 et 06	Augmentation du nombre d'entreprises créées dans les secteurs prioritaires (TIC, tourisme, agronutrition)	IR05b "Nombre d'entreprises nouvellement créées dans les secteurs prioritaires (TIC, Tourisme, Agronutrition)"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter la création d'entreprises nouvelles, notamment dans les secteurs prioritaires (TIC, tourisme, agronutrition) ?	* - Analyse des données du système d'information et des indicateurs - Entretiens avec les autorités de gestion, les services instructeurs et les principaux bénéficiaires	Données financières du Système d'information	Deuxième semestre 2020	4-5 mois	< 90 000 €
		Augmenter le nombre d'emplois dans les secteurs prioritaires	IR06 "Nombre d'emplois dans les secteurs prioritaires"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter le nombre d'emploi dans les secteurs prioritaires ?  Quels facteurs ont éventuellement favorisé ou freiné l'atteinte des résultats observés ?	- Ateliers de travail - Enquête spécifique sur les secteurs prioritaires	Données de suivi des indicateurs de réalisation et de résultat et données d'autres organismes producteurs de données (INSEE, IEDOM)			

Thème	Axe / Objectif Spécifique	Principaux changements attendus	Indicateurs de résultats spécifiques au programme	Principales questions évaluatives	Méthodes, approches mobilisées (non exhaustives)	Données prévisionnelles requises	Date prévue	Durée prévue de l'étude	Coût prévisionnel
Evaluation de la contribution du programme FEDER à la compensation des surcoûts de l'ultra périphérie	Axe 8 OS 17, 18, 22, 23	augmenter le trafic de transbordement du grand port maritime par le développement de nouveaux services portuaires, l'amélioration et l'augmentation des capacités d'accueil portuaires	IR 17 "Trafic conteneurs du Port"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à accroître le développement économique du grand port pour asseoir son positionnement de port d'éclatement dans la zone Océan Indien ?	Analyse des données du système d'information et des indicateurs	Données financières du Système d'information Données de suivi des indicateurs de réalisation et de résultat et données d'autres organismes producteurs de données (INSEE, IEDOM)	Deuxième semestre 2021	4-5 mois	< 90 000 €
		Augmentation de la capacité d'accueil et développement des échanges de passagers et de fret régionaux et internationaux	IR 18 "Nombre de passagers de l'aéroport international"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à améliorer et mettre aux normes les infrastructures aéroportuaires, afin d'en augmenter la capacité d'accueil et de développer les liaisons régionales et internationales	Entretiens avec les autorités de gestion, les services instructeurs et les principaux bénéficiaires				
		Réduire les charges d'exploitations des entreprises industrielles	IR 22 b "Montant de l'Excédent Brut d'Exploitation du secteur industriel"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à compenser les surcoûts liés au transport des marchandises et à l'installation des entreprises afin d'améliorer leur compétitivité	Ateliers de travail				
		Anticipation et diminution du risque dans les zones à risque d'inondation	IR 11 "part de la population habitant en zone inondable protégée par un projet de prévention du risque d'inondation"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à améliorer la sécurité des personnes exposées aux risques d'inondation ?	Enquêtes				
				Quels facteurs ont éventuellement favorisé ou freiné l'atteinte des résultats observés ?					
Evaluation de la contribution du programme FEDER à la progression vers la transition énergétique	Axe 4 OS 07, 08, 09, 10	Diminution de la consommation d'électricité liée à la climatisation dans les bâtiments tertiaires	IR07 "Economie d'énergie électrique consommée pour la climatisation dans les bâtiments tertiaires de Saint Denis et de Sainte-Marie raccordés au SWAC"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à réduire la consommation électrique liée à la climatisation dans les bâtiments tertiaires	Analyse des données du système d'information et des indicateurs	Données financières du Système d'information Données de suivi des indicateurs de réalisation et de résultat et données d'autres organismes producteurs de données (INSEE, IEDOM)	Deuxième semestre 2020	2-3 mois	< 50 000 €
		Augmentation de la production d'énergie à partir de la biomasse et du biogaz	IR08 "Production d'énergie à partir de la biomasse et du biogaz "	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter la production d'énergie à partir de la biomasse et du biogaz	Entretiens avec les autorités de gestion, les services instructeurs et les principaux bénéficiaires				
		Des logements à caractère social et infrastructures publiques plus économes en énergie fossile	IR09 "Energie électrique évitée"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à rendre les logements à caractère social et les infrastructures publiques plus économes en énergie fossile	Ateliers de travail				
		Amélioration du niveau de services apporté par les transports en commun afin de constituer une alternative à l'usage de la voiture et de diminuer les émissions de GES.	IR10 "Nombre de voyageurs transportés en transport collectif"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter l'usage des transports collectifs ?  Quels facteurs ont éventuellement favorisé ou freiné l'atteinte des résultats observés ?	Enquêtes				
Evaluation de la contribution du programme FEDER aux principes horizontaux (égalité homme femme, égalité des chances, développement durable)	Tous les axes	Meilleure prise en compte de l'égalité Homme - Femmes		Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à une meilleure prise en compte de l'égalité homme-femme ?	Analyse des données du système d'information et des indicateurs	Données financières du Système d'information Données de suivi des indicateurs de réalisation et de résultat et données d'autres organismes producteurs de données (INSEE, IEDOM)	Premier semestre 2021	4-5 mois	< 90 000 €
		Meilleure prise en compte de l'égalité des chances et de la non discrimination		Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à une meilleure prise en compte de l'égalité des chances et de la non discrimination ?	Entretiens avec les autorités de gestion, les services instructeurs et les principaux bénéficiaires				
		Meilleure prise en compte du développement durable		Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à une meilleure prise en compte du développement durable  Quels facteurs ont éventuellement favorisé ou freiné l'atteinte des résultats observés ?	Ateliers de travail Enquêtes				

Thème	Axe / Objectif Spécifique	Principaux changements attendus	Indicateurs de résultats spécifiques au programme	Principales questions évaluatives	Méthodes, approches mobilisées (non exhaustives)	Données prévisionnelles requises	Date prévue	Durée prévue de l'étude	Coût prévisionnel
Evaluation de la contribution du programme FEDER au renforcement de la prévention des risques, de la gestion rationnelle des ressources et de la valorisation du patrimoine	Axe 5 OS 11, 12, 13, 14 et 15	Résorption des points noirs dans les réseaux routiers essentiels	IR11b "Nombre de points noirs routiers impactant les transports en commun"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à assurer la continuité des itinéraires routiers au regard des risques climatiques ?	Analyse des données du système d'information et des indicateurs Entretiens avec les autorités de gestion, les services instructeurs et les principaux bénéficiaires Groupes de travail	Données financières du Système d'information Données de suivi des indicateurs de réalisation et de résultat et données d'autres organismes producteurs de données (INSEE, IEDOM)	Premier semestre 2021	4-5 mois	< 90 000 €
		Réduction de la quantité de déchets ultimes	IR12 "Quantité de déchets ultimes"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à diminuer la quantité de déchets ultimes en recourant à la valorisation énergétique des déchets ?					
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la qualité de l'eau potable distribuée en augmentant le nombre d'unités de potabilisation</li> <li>Améliorer le traitement des eaux usées par l'extension et la mise aux normes des stations de traitement collectif des eaux usées</li> </ul>	IT13 "Pourcentage de population réunionnaise desservie par des réseaux configurés pour plus de 5000 habitants bénéficiant d'un traitement de potabilisation conforme"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à sécuriser l'approvisionnement en eau potable au plan quantitatif et qualitatif ?					
		Augmenter les aménagements et réhabilitations de sites naturels et culturels	IR 13b "Part des sites naturels et culturels recensés ayant fait l'objet d'un aménagement, réhabilitation"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à accroître la fréquentation touristique du territoire en promouvant le patrimoine naturel et culturel ?					
		Sauvegarde des espèces par la mise en œuvre de plans de gestion et la restauration des habitats naturels	IR 15 "Proportion des espèces menacées de la liste rouge UICN ayant un statut de protection"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à accroître la protection des espèces endémiques menacées ?					
Evaluation de la contribution du programme FEDER à l'ouverture et aux performances du territoire en investissant dans les infrastructures d'échanges	Axe 6 OS16	Suppression des jours de restriction de circulation due aux risques d'éboulement ou de submersion marine	IR 16 "Nombre de jours de perturbations de transports par an (restriction de circulation due aux risques d'éboulement, ou de submersion marine)"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à supprimer les jours de restriction de circulation due aux risques d'éboulement ou de submersion marine	Suivi de la réalisation du grand projet NRL				
Evaluation de la contribution du programme FEDER à la réponse à la dynamique démographique en augmentant les services à la population	Axe 7 OS 19, 20, 21	Augmenter la capacité et la qualité d'accueil en établissements spécialisés des personnes dépendantes dont le maintien en milieu ordinaire n'est pas possible	IR 19 "Part des personnes souffrant de handicap accueillies en établissement" IR 20 "Taux de personnes âgées dépendantes occupant une chambre d'au moins 20m2 dans les établissements spécialisés"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter la capacité et la qualité d'accueil en établissements spécialisés des personnes dépendantes dont le maintien en milieu ordinaire n'est pas possible ?	Analyse des données du système d'information et des indicateurs Les enquêtes par internet, courrier ou téléphone ne sont pas appropriés pour cette population (à l'expérience de l'évaluation finale de LEADER) Entretiens avec les autorités de gestion, les services instructeurs et les principaux bénéficiaires Focus groupe	Données financières du Système d'information Données de suivi des indicateurs de réalisation et de résultat et données d'autres organismes producteurs de données (INSEE, IEDOM)	Deuxième semestre 2021	2-3 mois	< 50 000 €
		Amélioration des conditions de vie dans les communautés urbaines défavorisées et des Hauts	IR 21 "Part de Population habitant des quartiers bénéficiant d'un environnement et de services améliorés" IR 22 "Part de la population des bourgs et villes-relais des Hauts bénéficiant d'un environnement et de services améliorés"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter l'offre de services dans les communautés urbaines défavorisées et des Hauts					
		Augmenter les capacités de scolarisation des élèves et étudiants	IR 23 "Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits dans les structures d'éducation et de formation"	Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à augmenter les capacités de scolarisation des élèves et étudiants ? Quels facteurs ont éventuellement favorisé ou freiné l'atteinte des résultats observés ?					

### 8.3 Retro planning

Etudes et rapports	2014				2015				2016				2017				2018				2019			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Evaluation des mesures en tournants 2007-2013																								
Evaluation Ex Ante FEDER 2014-2020																								
Evaluation Ex Ante ingénierie financière																								
Rapport Annuel de mise en oeuvre 2014-2015																								
Evaluation a mi parcours de la mise en oeuvre du FEDER y compris instruments financiers et performance																								
Evaluations à mi parcours thématiques																								
Rapport Annuel de mise en oeuvre 2016 amélioré (performance, évaluation)																								
Rapport Annuel de mise en oeuvre 2017																								
Rapport Annuel de mise en oeuvre 2018 amélioré (performance)																								
Evaluation de la contribution du programme FEDER au renforcement de la recherche, du développement technologique et de l'innovation à la Réunion																								

Etudes et rapports	2020				2021				2022				2023				2024			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Rapport annuel de mise en oeuvre 2019																				
Rapport Annuel de mise en oeuvre 2020																				
Evaluation de la contribution du programme FEDER à l'accès aux technologies de l'information et de la communication à la Réunion																				
Rapport Annuel de mise en oeuvre 2021																				
Rapport résumant les résultats des évaluations effectuées et les principaux résultats et réalisations du programme																				
Evaluation de la contribution du programme FEDER au renforcement de la compétitivité des entreprises																				
Evaluation de la contribution du programme FEDER à la progression vers la transition énergétique																				
Rapport sur les résultats des évaluations menées au cours de la programmation																				
Evaluation de la contribution du programme FEDER aux principes horizontaux (égalité homme femme, égalité des chances, développement durable)																				
Evaluation de la contribution du programme FEDER au renforcement de la prévention des risques, de la gestion rationnelle des ressources et de la valorisation du patrimoine																				
Rapport Annuel de mise en oeuvre 2022																				
Evaluation de la contribution du programme FEDER à la réponse à la dynamique démographique en augmentant les services à la population																				
Evaluation de la contribution du programme FEDER à la compensation des surcoûts liés à l'ultra périphérie																				
Rapport final																				



## ANNEXE 1 - Fondements réglementaires communautaires

### RÈGLEMENT (UE) N ° 1303/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 17 décembre 2013

**portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n ° 1083/2006 du Conseil**

#### Article 56

##### Evaluation pendant la période de programmation

1. Un plan d'évaluation est établi par l'autorité de gestion ou l'État membre et peut porter sur plusieurs programmes. Il est soumis conformément aux règles spécifiques des Fonds.
2. Les États membres veillent à ce que les capacités d'évaluation appropriées soient disponibles.
3. Pendant la période de programmation, l'autorité de gestion veille à ce que des évaluations de chaque programme soient effectuées, y compris des évaluations visant à évaluer l'efficacité, l'efficience et l'impact, sur la base du plan d'évaluation, et que chacune de ces évaluations fasse l'objet d'un suivi correct, conformément aux règles spécifiques de chaque Fonds. Une évaluation porte, au moins une fois pendant la période de programmation, sur la manière dont le soutien accordé par les Fonds ESI a contribué à la réalisation des objectifs pour chaque priorité. Toutes les évaluations sont examinées par le comité de suivi et envoyées à la Commission.
4. La Commission peut effectuer, de sa propre initiative, des évaluations des programmes. Elle en informe l'autorité de gestion, envoie les résultats à cette autorité et les présente au comité de suivi concerné.
5. Les paragraphes 1, 2 et 3 du présent article ne s'appliquent pas aux programmes spécifiques visés à l'article 39, paragraphe 4, premier alinéa, point b). (*Instruments financiers conjoints de garantie non plafonnée et de titrisation en faveur des PME, mis en oeuvre par la BEI*)

#### Article 57

##### Évaluation ex-post

1. Les évaluations ex-post sont effectuées par la Commission ou par les États membres, qui coopèrent étroitement avec elle. Les évaluations ex-post portent sur l'efficacité et l'efficience des Fonds ESI et sur leur contribution à la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive, analysées par rapport aux cibles définies dans cette stratégie de l'Union et conformément aux exigences spécifiques établies dans les règles spécifiques des Fonds.
2. Les évaluations ex post sont achevées au plus tard le 31 décembre 2024.
3. L'évaluation ex post des programmes spécifiques visés à l'article 39, paragraphe 4, premier alinéa, point b), est réalisée par la Commission et s'achève au plus tard le 31 décembre 2019. (*Instruments financiers conjoints de garantie non plafonnée et de titrisation en faveur des PME, mis en oeuvre par la BEI*)
4. Pour chacun des Fonds ESI, la Commission prépare, pour le 31 décembre 2025 au plus tard, un rapport de synthèse reprenant les principales conclusions des évaluations ex post.

## **Article 114**

### **Évaluation**

1. Un programme d'évaluation est établi par l'autorité de gestion ou par l'État membre pour un ou plusieurs programmes opérationnels. Le programme d'évaluation est présenté au comité de suivi au plus tard un an après l'adoption du programme opérationnel.
2. Au plus tard le 31 décembre 2022, les autorités de gestion soumettent à la Commission, pour chaque programme opérationnel, un rapport résumant les résultats des évaluations effectuées pendant la période de programmation et les principaux résultats et réalisations du programme opérationnel, en fournissant des observations sur les informations transmises.
3. La Commission effectue des évaluations ex post en coopération étroite avec les États membres et les autorités de gestion.
  
4. Les paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas aux programmes spécifiques visés à l'article 39, paragraphe 4, premier alinéa, point b). (*Instruments financiers conjoints de garantie non plafonnée et de titrisation en faveur des PME, mis en oeuvre par la BEI*)

du 7 mars 2014

**fixant les modalités d'application du règlement (UE) n o 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, en ce qui concerne les méthodologies du soutien aux objectifs liés au changement climatique, la détermination des valeurs intermédiaires et des valeurs cibles dans le cadre de performance et la nomenclature des catégories d'intervention pour les Fonds structurels et d'investissement européens**

**CHAPITRE II  
DÉTERMINATION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES ET DES  
VALEURS CIBLES DANS LE CADRE DE PERFORMANCE ET  
ÉVALUATION DE LEUR RÉALISATION**

**[Habilitation conférée en vertu de l'article 22, paragraphe 7,  
cinquième alinéa, du règlement (UE) n o 1303/2013]**

**Article 4**

**Informations à enregistrer par les organismes chargés de la préparation des programmes**

1. Les organismes chargés de la préparation des programmes enregistrent les informations sur les méthodologies et les critères retenus aux fins de la sélection des indicateurs pour le cadre de performance, afin de veiller à ce que les valeurs intermédiaires et les valeurs cibles correspondantes soient conformes aux conditions énoncées au paragraphe 3 de l'annexe II du règlement (UE) n o 1303/2013 et ce, pour tous les programmes et priorités bénéficiant d'un soutien au titre des Fonds ESI, ainsi que pour la dotation spécifique allouée à l'initiative pour l'emploi des jeunes («IEJ») visée à l'article 16 du règlement (UE) n o 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil ( 2 ), sous réserve des exceptions visées au paragraphe 1 de l'annexe II du règlement (UE) n o 1303/2013.
2. Les informations enregistrées par les organismes chargés de la préparation des programmes permettent de vérifier le respect des conditions énoncées au paragraphe 3 de l'annexe II du règlement (UE) n o 1303/2013 pour les valeurs intermédiaires et les valeurs cibles. Ces informations comprennent:
  - a) les données ou éléments de preuve utilisés pour estimer les valeurs intermédiaires et les valeurs cibles, ainsi que la méthode de calcul, tels que des données sur les coûts unitaires, des critères de référence, un taux d'exécution standard ou passé, des conseils d'experts et les conclusions de l'évaluation ex ante;
  - b) des informations sur la part de la dotation financière représentée par les opérations auxquelles correspondent les indicateurs de réalisation et les étapes clés de mise en œuvre définis dans le cadre de performance, ainsi que des explications quant à la manière de calculer cette part;
  - c) des informations sur la manière dont ont été appliqués la méthodologie et les mécanismes garantissant la cohérence dans le fonctionnement du cadre de performance défini dans l'accord de partenariat, conformément à l'article 15, paragraphe 1, point b) iv), du règlement (UE) n o 1303/2013;
  - d) une explication du choix des indicateurs de résultat ou des étapes clés de mise en œuvre, lorsqu'ils ont été inclus dans le cadre de performance.
3. Les informations sur les méthodologies et les critères retenus pour sélectionner des indicateurs pour le cadre de performance et fixer les valeurs intermédiaires et les valeurs cibles correspondantes enregistrées par les organismes chargés de la préparation des programmes sont mises à disposition à la demande de la Commission.
4. Les exigences visées aux paragraphes 1 à 3 du présent article s'appliquent également à la révision des valeurs intermédiaires et des valeurs cibles conformément à l'article 30 du règlement (UE) n o 1303/2013.

## Article 5

### Fixation des valeurs intermédiaires et des valeurs cibles

1. Les valeurs intermédiaires et les valeurs cibles sont fixées au niveau de la priorité, sauf dans les cas visés à l'article 7. Les indicateurs de réalisation et les étapes clés de mise en œuvre définis dans le cadre de performance correspondent à plus de 50 % de la dotation financière allouée à la priorité. Pour déterminer ce montant, une dotation allouée à un indicateur de réalisation ou à une étape clé de mise en œuvre n'est comptée qu'une seule fois.
2. Pour tous les Fonds ESI, sauf dans le cas du Feader, la valeur intermédiaire et la valeur cible pour un indicateur financier renvoient au montant total des dépenses éligibles enregistrées dans le système comptable de l'autorité de certification et certifiées par cette autorité conformément à l'article 126, point c), du règlement (UE) n° 1303/2013. Dans le cas du Feader, elles renvoient à la totalité des dépenses publiques réalisées introduites dans le système commun de suivi et d'évaluation.
3. Pour tous les Fonds ESI, à l'exception du FSE et du Feader, la valeur intermédiaire et la valeur cible pour un indicateur de réalisation renvoient à des opérations dans lesquelles toutes les actions conduisant à des réalisations ont été menées intégralement, mais pour lesquelles tous les paiements n'ont pas nécessairement été effectués. En ce qui concerne le FSE et le Feader, pour les mesures prises conformément à l'article 16, à l'article 19, paragraphe 1, point c), à l'article 21, paragraphe 1, points a) et b), aux articles 27 à 31, 33 et 34 du règlement (UE) n° 1305/2013, la valeur intermédiaire et la valeur cible peuvent aussi renvoyer à la valeur obtenue pour des opérations qui ont commencé, mais dans lesquelles certaines actions conduisant à des réalisations sont encore en cours. Dans le cas des autres mesures au titre du Feader, elles renvoient aux opérations achevées au sens de l'article 2, point 14), du règlement (UE) n° 1303/2013.
4. Une étape clé de mise en œuvre est une étape importante dans la mise en œuvre d'opérations au titre d'une priorité, dont l'achèvement est vérifiable et peut être exprimé par un nombre ou un pourcentage. Aux fins des articles 6 et 7 du présent règlement, les étapes clés de mise en œuvre sont traitées comme des indicateurs.
5. Un indicateur de résultat n'est utilisé que dans les cas appropriés et étroitement lié aux interventions bénéficiant d'un soutien.
6. Lorsque les informations visées à l'article 4, paragraphe 2, du présent règlement se sont révélées fondées sur des hypothèses erronées donnant lieu à une sous-estimation ou à une surestimation des valeurs intermédiaires ou des valeurs cibles, cela peut être considéré comme un cas dûment justifié au sens de l'annexe II, point 5, du règlement (UE) n° 1303/2013.

## Article 6

### Réalisation des valeurs intermédiaires et des valeurs cibles

1. La réalisation des valeurs intermédiaires et des valeurs cibles est évaluée en prenant en considération tous les indicateurs et toutes les étapes clés de mise en œuvre inclus dans le cadre de performance fixés au niveau de la priorité au sens de l'article 2, point 8), du règlement (UE) n° 1303/2013, sauf dans les cas prévus à l'article 7 du présent règlement.
2. Les valeurs intermédiaires ou les valeurs cibles d'une priorité sont réputées atteintes si tous les indicateurs inclus dans le cadre de performance correspondant ont atteint au moins 85 % de la valeur intermédiaire d'ici à la fin de 2018 ou au moins 85 % de la valeur cible d'ici la fin de 2023.  
Par dérogation, lorsque le cadre de performance comprend au moins trois indicateurs, les valeurs intermédiaires ou les valeurs cibles d'une priorité peuvent être réputées atteintes si tous les indicateurs sauf un atteignent 85 % de leur valeur intermédiaire d'ici à la fin de 2018 ou 85 % de leur valeur cible d'ici la fin de 2023. L'indicateur qui n'atteint pas 85 % de sa valeur intermédiaire ou de sa valeur cible n'atteint pas moins de 75 % de sa valeur intermédiaire ou de sa valeur cible.
3. Pour une priorité dont le cadre de performance ne comprend pas plus de deux indicateurs, une incapacité à atteindre au moins 65 % de la valeur intermédiaire d'ici à la fin de 2018 pour l'un ou l'autre de ces indicateurs est considérée comme une incapacité importante à atteindre les valeurs intermédiaires. Une incapacité à atteindre au moins 65 % de la valeur cible d'ici à la fin de 2023 pour l'un ou l'autre de ces indicateurs est considérée comme une incapacité importante à atteindre les valeurs cibles.
4. Pour une priorité dont le cadre de performance comprend plus de deux indicateurs, l'incapacité à atteindre au moins 65 % de la valeur intermédiaire d'ici à la fin de 2018 pour au moins deux de ces indicateurs est considérée comme une incapacité importante à atteindre les valeurs intermédiaires. Une incapacité à atteindre au moins 65 % de la valeur cible d'ici à la fin de 2023 pour au moins deux de ces indicateurs est considérée comme une incapacité importante à atteindre les valeurs cibles.

## Article 7

### **Cadre de performance fixé pour les axes prioritaires visés à l'article 96, paragraphe 1, points a) et b), du règlement (UE) n o 1303/2013 et axes prioritaires intégrant l'IEJ**

1. Les indicateurs et les étapes clés de mise en œuvre choisis pour le cadre de performance, leurs valeurs intermédiaires et leurs valeurs cibles, ainsi que leurs valeurs réalisées sont ventilés par Fonds et, pour le FEDER et le FSE, par catégorie de région.
2. Les informations requises à l'article 4, paragraphe 2, du présent règlement sont indiquées par Fonds et par catégorie de région, le cas échéant.
3. L'évaluation de la réalisation des valeurs intermédiaires et des valeurs cibles est réalisée séparément pour chaque Fonds et pour chaque catégorie de région au sein de la priorité, en tenant compte des indicateurs, de leurs valeurs intermédiaires et de leurs valeurs cibles, ainsi que de leurs valeurs réalisées ventilées par Fonds et par catégorie de région. Les indicateurs de réalisation et les étapes clés de mise en œuvre définis dans le cadre de performance correspondent à plus de 50 % de la dotation financière allouée au Fonds et à la catégorie de région, le cas échéant. Pour déterminer ce montant, une dotation allouée à un indicateur de réalisation ou à une étape clé de mise en œuvre n'est comptée qu'une seule fois.
4. Si les ressources affectées à l'IEJ sont programmées en tant que partie d'un axe prioritaire, conformément à l'article 18, point c), du règlement (UE) n o 1304/2013, un cadre de performance distinct est établi pour l'IEJ et la réalisation des valeurs intermédiaires définies pour l'IEJ est évaluée séparément de l'autre partie de l'axe prioritaire.

## ANNEXE 2 - Critères de jugement des travaux d'évaluation

### 1 - la satisfaction des demandes

Excellent	Les questions abordées couvrent non seulement les demandes des termes de référence mais replacent l'évaluation dans un cadre beaucoup plus général en liaison avec les bases de la politique de développement, de coopération ou de la politique extérieure et de toute autre politique communautaire ou nationale.
Très Bon	Le rapport d'évaluation a bien exposé une vue d'ensemble de la manière dont les objectifs annoncés ont été atteints et a clarifié la logique d'intervention. Le rapport d'évaluation a été au-delà des demandes des termes de référence et a abordé d'autres sujets d'intérêt.
Bon	Les demandes formulées dans les termes de référence ont reçu une réponse de manière adéquate. Les questions d'évaluation ont été traitées de manière satisfaisante.
Faible	Certaines questions des termes de référence ont été traitées de manière inadéquate ou n'ont été que partiellement abordées.
Inacceptable	De trop nombreuses questions des termes de référence n'ont pas été abordées ou n'ont été que partiellement abordées.

### 2 - la pertinence du champ

Excellent	En plus des remarques sur le niveau " très bon ", le rapport a systématiquement étudié en détail les effets non attendus.
Très Bon	Au-delà des points précédents, l'évaluation s'est intéressée aux interactions avec les autres politiques communautaires, les interventions des autres bailleurs et les politiques de l'Etat(s) partenaire. Les effets imprévus ont été traités.
Bon	Le rapport traite l'ensemble de l'intervention dans ses dimensions temporelle, géographique et réglementaire. Les principaux effets prévus et imprévus ont été identifiés.
Faible	L'une des trois dimensions de l'intervention et/ou un effet important est insuffisamment ou mal traitée.
Inacceptable	Plusieurs dimensions de l'intervention et/ou plusieurs effets importants sont insuffisamment ou mal traités.

### 3 - la justification de la méthode

Excellent	Au-delà du niveau " très bon ", l'évaluateur présente une critique de sa méthode et de ses choix méthodologiques. Il indique les risques qui auraient été encourus si d'autres options méthodologiques avaient été prises.
Très Bon	Les limites inhérentes à la méthode d'évaluation ont été clairement précisées et les choix ont été discutés et défendus par rapport à d'autres options.
Bon	La méthode d'évaluation est clairement explicitée et a effectivement été appliquée au cours du processus. Les choix méthodologiques ont été adéquats pour répondre aux demandes des termes de référence.
Faible	A la lecture du rapport d'évaluation, il apparaît que des choix méthodologiques ont été faits sans avoir été ni explicités ni défendus.
Inacceptable	Il n'existe aucune méthode d'évaluation, ou bien les choix méthodologiques ne sont pas en adéquation avec les résultats recherchés.

### 4 - la fiabilité des données

Excellent	Tous les biais découlant des informations fournies sont analysés et corrigés par des techniques reconnues.
Très Bon	Les données ont été systématiquement croisées à travers des sources ou des outils de collecte indépendants les uns des autres. Les limites de validité des données et des outils de collecte des données sont clairement exposées.
Bon	Les sources de données quantitatives et qualitatives sont identifiées. La <a href="#">fiabilité des données</a> a été testée et discutée par l'équipe d'évaluation. Les outils de collecte ont été clairement explicités et sont adaptées aux informations recherchées.
Faible	Les informations quantitatives et qualitatives fournies sont peu fiables au regard de la question posée. Les outils de collecte de données sont discutables (par exemple échantillon insuffisant ou études de cas mal ciblées).
Inacceptable	Certaines données sont manifestement fausses. Les outils de collecte ont été appliqués de façon incorrecte ou fournissent des renseignements biaisés ou inutilisables.

## 5 - la solidité de l'analyse

Excellent	Tous les biais d'analyse (à travers les 3 éléments) ont été systématiquement examinés et présentés avec leur conséquence sur la limite de validité de l'analyse.
Très Bon	Les démarches d'analyse sont explicitées et leur limite de validité précisée. Les hypothèses causales sous-jacentes sont explicitées. Les limites de validité des comparaisons effectuées sont indiquées.
Bon	L'analyse des données quantitatives et/ou qualitatives est faite rigoureusement suivant des démarches reconnues et pertinentes par rapport aux types de données analysées. Les relations de cause à effet entre l'intervention et ses conséquences sont explicitées. Les comparaisons (par exemple : avant/après, bénéficiaires/non bénéficiaires, avec/sans) sont explicitées.
Faible	Un des trois éléments (démarche d'analyse, relations causales, comparaisons) est mal traité ou 2 de ces éléments sont traités de manière insuffisante.
Inacceptable	2 des 3 éléments sont mal traités.

## 6 - la crédibilité des résultats

Excellent	<p>Les déséquilibres entre la validité interne et la validité externe des constats sont systématiquement analysés et leurs conséquences sur l'évaluation explicitées.</p> <p>Les facteurs contextuels ont été isolés et leur influence a pu être démontrée. Les biais apportés dans le choix des hypothèses interprétatives et dans les extrapolations faites sont analysés et leurs conséquences explicitées.</p>
Très Bon	<p>Les limites des hypothèses interprétatives et des extrapolations faites sont explicitées et discutées.</p> <p>Les effets de l'intervention évaluée sont isolés des facteurs externes et des contraintes du contexte.</p> <p>La validité interne (absence de biais d'analyse) et la validité externe (caractère généralisable des constats) sont satisfaisantes.</p>
Bon	Les constats produits par l'analyse apparaissent fiables et équilibrés, notamment au vu du contexte dans lequel l'intervention est évaluée. Les hypothèses interprétatives et les extrapolations faites sont acceptables. Les constats reflètent de façon acceptable la réalité décrite par les données et les éléments de preuve rassemblés, d'une part, et la réalité de l'intervention telle qu'elle est perçue par les acteurs et les bénéficiaires, d'autre part.
Faible	<p>Les analyses apparaissent déséquilibrées.</p> <p>Le contexte n'est pas explicité.</p> <p>Les extrapolations faites et les généralisations de l'analyse ne sont pas pertinentes.</p>
Inacceptable	<p>Les analyses apparaissent très peu crédibles.</p> <p>Le texte contient des affirmations qui ne sont pas étayées. Les extrapolations faites et les généralisations de l'analyse ne sont pas pertinentes.</p>



## 7 - l'impartialité des conclusions

Excellent	Les conclusions sont hiérarchisées, elles sont en rapport avec la globalité de l'intervention évaluée et elles tiennent compte des relations de cette intervention avec le contexte dans lequel elle se situe, en particulier en tenant compte des autres programmes ou politiques publiques voisines.
Très Bon	Les conclusions sont discutées au regard du contexte dans lequel l'analyse a été faite. Les limites de validité des conclusions sont explicites et argumentées.
Bon	Les conclusions découlent de l'analyse. Les conclusions sont argumentées par des faits et des analyses facilement identifiables dans le reste du rapport. Les limites et le contexte de validité des conclusions sont indiqués.
Faible	Les conclusions proviennent d'une généralisation hâtive de certaines analyses faites. Les limites de validité des conclusions ne sont pas indiquées.
Inacceptable	Les conclusions ne s'appuient pas sur une analyse pertinente et rigoureuse. Les conclusions se basent sur des données non prouvées. Les conclusions sont partiales car elles reflètent plus les a priori de l'évaluateur que l'analyse des faits.

## 8 – l'utilité des recommandations

Excellent	Outre les points correspondant au niveau " très bon ", les recommandations sont testées et leurs limites de validité sont indiquées.
Très Bon	En plus des points précédents, les recommandations sont hiérarchisées et elles sont présentées sous forme d'options d'actions possibles.
Bon	Les recommandations découlent logiquement des conclusions. Elles sont impartiales.
Faible	Les recommandations sont peu claires ou sont des pures évidences sans valeur ajoutée, leur opérationnalité est discutable. La relation avec les conclusions n'est pas évidente.
Inacceptable	Les recommandations sont déconnectées des conclusions. Les recommandations sont partiales car elles reflètent de façon prépondérante les points de vue de certains acteurs ou de certains bénéficiaires ou elles reflètent les idées préconçues de l'équipe d'évaluation.

## 9 - la clarté des rapports

Excellent	Le rapport se lit " comme un roman " et sa structuration est d'une logique inattaquable. Le résumé est opérationnel en lui-même.
Très Bon	Le corps du rapport est court, concis et de lecture fluide. La structure du rapport est mémorisable facilement. Le résumé est clair et présente de façon équilibrée et impartiale les conclusions et recommandations principales.
Bon	Le rapport est lisible facilement et sa structure est logique. Le résumé court reflète le rapport. Les concepts spécialisés et les démonstrations techniques sont présentés en annexe avec des références claires dans le corps du texte.
Faible	Le rapport est difficilement lisible et/ou sa structure est complexe. Les références croisées sont peu compréhensibles ou rendent la lecture difficile. Le résumé est trop long ou ne reflète pas le corps du rapport.
Inacceptable	Absence de résumé.  Rapport illisible et/ou de structure désordonnée.  Absence de chapitre de conclusions (et de recommandations).